

Des Printemps *pas que* « arabes » : Circulations, transferts et segmentations des mouvements révolutionnaires

**16 novembre 2020, Alter-UMR LAVUE,
Nanterre, Salle des Conférence, bâtiment Max Weber**

En 2018-2019, le mot d'ordre de la mise à bas du régime (« Le peuple veut la chute du régime »), qui avait résonné de la Tunisie au Bahreïn lors des soulèvements de 2011, retentissait au Soudan, en Algérie et au Liban. La similarité et la contemporanéité d'un certain nombre de pratiques, de références intellectuelles et culturelles est frappante. Celles-ci ne se restreignent pas seulement aux sociétés moyenne-orientales ou maghrébines mais traversent les frontières régionales, comme notamment le mouvement des *Indignados* à Madrid ou *Occupy Wall Street* à New York, ou un peu plus tôt le mouvement *Otpor* en Serbie. Ce dernier semble avoir été un précurseur et une inspiration pour de nombreux mouvements en Europe de l'Est ainsi que dans les pays arabes avant que ses pratiques ne soient reprises par une multiplicité d'acteur.rice.s (Waisanen 2013). S'il y a des spécificités nationales et des dynamiques régionalisées (Gonzalez-Quijano 2014), l'espace dit « arabe » n'est ni un espace homogène où les circulations seraient systématiques et sans embûches, ni un espace hermétique à d'autres phénomènes de diffusion transnationale opérant depuis d'autres espaces régionaux et remettant ainsi radicalement en cause des frontières souvent trop rapidement apposées.

L'ambition de cette journée d'étude est d'étudier au concret comment les mobilisations et processus révolutionnaires ayant marqué cet espace dans les décennies 2000-2020 s'inscrivent dans des circulations internationales de militant.e.s et de groupes, des transferts de savoir-faire et de référentiels, mais aussi dans des dynamiques de segmentation des réseaux qui n'épousent pas nécessairement les frontières nationales ou régionales.

En s'engageant dans une restitution de l'espace-temps de la contestation, nous souhaitons dépasser tant l'idée de contagion ou d'effet domino que celle de société « connectée » (Herrera 2012) aux réseaux sociaux et aux chaînes satellitaires. Au-delà du sentiment politique d'appartenance à une « communauté arabe » (Dakhli 2009), et derrière l'évidence d'un référentiel commun, promu « par des réseaux transnationaux d'entrepreneurs de cause » (Becker 1985 ; Allal & Pierret 2013), nous cherchons à retracer les processus de circulation, de transfert et de diffusion de la contestation à différentes échelles, nationale, régionale et internationale. A rebours d'une vision de la globalisation harmonieuse, cette démarche se révèle aussi pertinente pour questionner les multiples inégalités et formes de domination que produisent les dynamiques ambivalentes d'internationalisation et de transnationalisation (Portes 1999, Hours & Selim 2010).

Si de nombreuses recherches ont désormais bien montré et pris acte des convergences « évidentes » dans les composantes des processus révolutionnaires (jeunesse, slogans, revendications, etc.) et de leurs modes d'action (pacifistes, sit-in, occupation des places publiques, émeutes, défense de quartiers, groupes vigilants, etc.) (Allal 2011, Bennani-Chraïbi & Fillieule 2012, Bayat 2013, Deboulet & Florin 2014, Barbary 2019, Deshayes 2019, El Chazli 2020), plus rares sont les travaux qui ont détaillé et analysé, pour elles-mêmes, les

modalités multiples de circulation tout en prêtant attention à ce qui ne circule pas, non seulement d'un point de vue Sud/Nord mais aussi Sud/Sud.

En s'inspirant des travaux menés sur les circulations des révoltes de 68 en Europe (Sommier 2008), sur l'action collective inter/transnationale (Keck & Sikkink 1998, Fillieule et al. 2004, Della Porta & Tarrow 2005, Thivet 2015, Pommerolle 2010), sur les mobilisations à distance (Anderson 1998, Grosjean 2017) et, plus récemment des recherches comparatives sur les mouvements d'occupation urbaine en Europe et Amérique du Nord (Bertho 2009, Ancelloci, Dufour & Nez 2016, Nez 2019), nous souhaitons interroger les premiers (2011) et seconds (2019) « printemps arabes » en posant l'hypothèse qu'ils n'ont précisément rien d'uniquement ni de spécifiquement « arabes ».

Nous accueillons ainsi les propositions de chercheur.se.s en sciences sociales spécialistes de l'action collective dans les sociétés du Maghreb, Moyen-Orient et du Soudan, mais aussi de celles.ceux dont les recherches portent sur les réseaux militants localisés dans d'autres zones géographiques (Europe de l'Est, Afrique Subsaharienne, Amériques, etc.) mais ayant (eu) des connections avec ces sociétés.

Axe 1 : Réseaux, espaces, temps transnationaux et circulations militantes

Le premier axe de cette journée vise à explorer les modalités selon lesquelles se constituent les réseaux militants internationalisés et transnationalisés. Il s'agit de cartographier les (nouvelles) formes de circulation apparues au tournant des années 2000, de retracer l'évolution dans le temps de ces groupes (avant, pendant et après les épisodes révolutionnaires), et de travailler les rapports entre trajectoires biographiques et mobilités spatiales.

Qui sont ces militant.e.s qui circulent et sont membres des réseaux militants transnationaux ? Comment repérer les stratégies des acteur.rice.s individuel.le.s et collectif.ve.s, saisir les dispositifs de positionnement et de repositionnement sur la scène contestataire mondialisée, mais aussi identifier les modes de structuration des sociabilités transnationales ? Peut-on identifier des continuités familiales ? Y a-t-il de nouvelles formes de trajectoires militantes qui s'internationalisent selon des modalités inédites ou en transformation ? Quel rôle jouent les réseaux antérieurs de socialisation politique internationale, à l'instar des mouvements se réclamant de l'islam politique, du panarabisme ou les mouvements marxistes ou socialistes ? De même, quelle a été la place, dans les soulèvements des décennies 2000-2020, des organisations politiques et syndicales internationalisées, des réseaux diasporiques, ou encore des associations étudiantes dans les universités étrangères ? Comment s'organisent concrètement les mobilités et la spatialité des circulations, notamment avec la reconfiguration des espaces urbains et les luttes autour du droit à la ville (Deboulet, Bourdeau, Cottin-Marx, Flory, Bonnet 2013)? Quels ont été les espaces d'échange et de rencontre, les événements et temps forts de mise en relation des réseaux, significatifs dans l'élaboration de la contestation politique sur les différentes scènes nationales ?

Axe 2 : Transferts, réappropriations et sélections des savoirs et savoir-faire

Le second axe vise à interroger les formes de transferts et de réappropriation de pratiques, de vocables et de savoirs élaborés dans des contextes différents. Nous chercherons à explorer attentivement les modes de coopération et les apprentissages mutuels, afin de saisir l'hybridation de l'action collective (Camau 2006, Ben Néfissa 2011) dans la dynamique de l'échange.

Les questions portent alors sur les manières dont ces pratiques et savoirs circulent entre Nord/Sud, Sud/Sud, mais aussi Sud/Nord. Au-delà des mises à disposition du « prêt à lutter » sur les réseaux sociaux ou dans des « modes d'emploi » comme les livrets de Gene Shrap ou Stéphane Hessel, comment pouvons-nous saisir le rapport entre des acteurs localement situés et des acteurs transnationaux (OI, ONGI, mouvement altermondialiste, etc...) ? Peut-on parler d'une élaboration progressive d'un répertoire « transnationalisé » de pratiques révolutionnaires dans lequel des militant.e.s peuvent puiser ? De même, quelle place accorder à un « nuage » référentiel qui passe par des figures ou artistes arabes, mais aussi Gandhi, Mandela, Malcom X et d'autres ? Comment comprendre la question de la martyrologie et sa réappropriation par des militant.e.s des différentes sociétés et des réseaux internationaux, notamment avec l'exemple de la création des pages Facebook "Nous sommes tous Khaled Saïd" dans toutes les langues ? Comment des formes de solidarité et de circulation plus anciennes sont-elles réactivées pendant ces épisodes (pré)révolutionnaires, à l'instar des formations syndicales à l'international ? Comment se déroulent les transferts de savoirs dans le temps court de la mobilisation et le temps long du processus révolutionnaire ? Dans quelles mesures les militant.e.s et les groupes/collectif.ve.s se saisissent de certains mots, idées, pratiques et en rejettent d'autres ? Quelles sont leurs modalités de sélection, de tri et de choix ? Dans quelles mesures, peut-on parler d'agencement de répertoires d'action ?

Enfin, questionner la similarité et la circulation des discours sur la démocratie, et leur rapport électif avec les métadiscours du changement et de la modernité (Comaroff & Comaroff 1999, Guilhot 2005, Ferguson 1990) permettrait de discuter les entreprises de promotion d'une « libéralisation » par des transferts idéologiques opérés au travers d'une « société civile » financée par l'international. Si ces acteur.rice.s peuvent être analysé.e.s comme des acteur.rice.s idéologiques de la globalisation (Hours & Selim 2010), quelle place a occupé leur discours durant les situations révolutionnaires ? Quels sont les effets d'hégémonie culturelle découlant de la « grammaire idéologique internationale » qu'ils produisent (Appadurai 2005) ? Comment les révolutionnaires ont-ils négocié, renégocié ou rejeté cette production ?

Axe 3 : Circulations, inégalités et segmentations militantes

Si les questions sur les inégalités et sur la reconfiguration de l'espace-temps sont transversales à l'ensemble des axes, ce dernier axe interroge plus profondément les circulations comme étant productrices de nouvelles frontières sociales. Les circulations militantes, les réseaux transnationaux et le soutien international ne sont pas seulement – ni toujours – des ressources mobilisables et nécessaires pour l'action militante, mais engagent aussi des relations de domination et de conflit. La projection à l'international et la capacité de changer d'échelle dans les luttes sont liées à la mobilisation de capitaux inégalement distribués dans la population et plus particulièrement chez les militant.e.s ou néo-militant.e.s. Si elles ne sont pas seulement le fait d'une élite fortement globalisée (Sassen 2009, Tarrus 2002), les circulations transnationales entraînent le durcissement ou la création de lignes de fractures internes aux mouvements, partis et autres organisations politiques. Comment la création ou la réactivation de réseaux transnationaux produisent-elles des formes de segmentation organisationnelle et dans certains cas, des inégalités structurelles au sein des mouvements politiques ?

La grande diversité des circulations, des pays de résidence, des situations individuelles et des caractéristiques sociales des militant.e.s de ces réseaux entraîne une fragmentation selon de multiples frontières dont la classe sociale n'est pas des moindres. Comment comparer par

exemple les réseaux de soutien de la révolution soudanaise qui se sont mis en place chez les réfugié.e.s du Darfour à la mobilisation de la jeunesse soudanaise extravertie (Bayart 1999) qui peuple les plus grandes universités occidentales ? Des expatrié.e.s, binationaux.ales et réfugié.e.s ont-ils/elles profité des révolutions et révoltes pour rentrer dans leur pays et lutter sur place. Comment ces acteur.rice.s se sont-ils/elles inséré.e.s dans des réseaux et mouvements de luttes locaux ? Quel rôle ont-ils/elles joué ? Sont-ils/elles resté.e.s sur place et ont poursuivi leur engagement ? A l'inverse, l'attention pourra porter sur les trajectoires de militant.e.s qui sont moins doté.e.s en capitaux à la fois pour accéder à l'espace du transnational, mais aussi pour décoder les circulations transnationales (culturelles, pratiques et intellectuelles), et qui pourtant reproduisent, se saisissent et réinventent des pratiques élaborées ailleurs. Quel sens et valeurs sont donnés par ces acteur.rice.s à ces savoir et savoir-faire ? Comment perçoivent-ils/elles les militant.e.s internationalisé.es ou venant de l'extérieur ? Comment envisager le type de relations qu'ils/elle entretiennent réciproquement ?

Enfin, cet axe questionne aussi l'effet des restaurations autoritaires et des guerres civiles advenues dans certains pays (Allal & Vannetzel 2017, Poirier 2020) sur le recours à l'espace international comme refuge pour de nombreux.ses militant.e.s fuyant persécutions et violences. Cet « escapisme » produit-il des effets biographiques ? Dans quelle mesure les militant.e.s reconvertissent leurs capitaux au sein de nouvelles activités dans leur nouveau pays de résidence ? S'agit-il d'un *exit* (Hirschman 1970), d'une pause, ou bien d'une mise en retrait des activités contestataires ? De quelle manière cette mise à l'abri de certain.e.s, conjuguée à l'exposition prolongée des autres à la répression, entraîne-t-elle des reconfigurations ou des fragmentations des réseaux militants ?

Calendrier

Les propositions de communication (5000 signes) devront être envoyées par mail aux membres du comité organisateur pour **le 15 octobre 2020**, et devront comprendre les informations suivantes : nom, prénom du/des auteur.rice.s, institution de rattachement, titre de la communication, résumé de la proposition. Les communications fondées sur des enquêtes de terrain et des données empiriques originales seront privilégiées.

Comité d'organisation

Caroline Barbary, postdoctorante ACSS-CEDEJ : carolinabarbary@gmail.com

Clément Deshayes, Ater Paris 1-Alter-UMR LAVUE : deshayes.clement@gmail.com

Comité Scientifique

Amin Allal (CNRS – CERAPS)

Alain Bertho (Paris 8 – LAVUE)

Florence Bouillon (Paris 8 – LAVUE)

Agnès Deboulet (Paris 8 – CEDEJ – LAVUE)

Romain Leclercq (Paris 8 – LAVUE)

Marine Poirier (CNRS – CEDEJ)
Marie-Emmanuelle Pommerolle (Paris 1 – IMAF)
Sélim Smaoui (FNRS – UCL)
Marie Vannetzel (CNRS – CEDEJ).

Partenaires :

Centre d'Etude et de Documentation Economique, Juridiques et sociales (CEDEJ)
Laboratoire Architecture, Ville, Urbanisme et Environnement (LAVUE)
Altérités et Territoires (ALTER)
Conseil Arabe pour les Sciences Sociales (CASS)

BIBLIOGRAPHIE

- ALLAL, A. & PIERRET, T., 2013, *Au cœur des révoltes arabes : devenir révolutionnaires*, Armand Colin.
- ALLAL, A. & VANNETZEL, M., 2017. Des lendemains qui déchantent ? Pour une sociologie des moments de restauration. *Politique africaine*, 146(2), 5-28.
- ALLAL, A., 2011, « Avant on tenait le mur, maintenant on tient le quartier ! »: Germes d'un passage au politique de jeunes hommes de quartiers populaires lors du moment révolutionnaire à Tunis. *Politique africaine*, 121(1), 53-67.
- ANCELLOVICI, M., DUFOUR, P., NEZ, H., 2016, *Street politics in the age of austerity. From the Indignados to Occupy*, Amsterdam, Amsterdam University Press,
- ANDERSON, B., 1998, « Long Distance Nationalism », in *The Spectre of Comparisons*, Londres, Verso, p. 58-74.
- APPADURAI, A., 2005 (1996), *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 2005.
- BARBARY, C., 2019, *Chabab al thawra-Les jeunes de la révolution : microcosme militant et société politique en Égypte révolutionnaire*, Thèse de doctorat de sociologie, Paris 1.
- BAYART, J-F., 1999, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale*, n°5, pp. 97-120.
- BAYAT, A., 2013, *Life as politics: How ordinary people change the Middle East*. Stanford University Press.
- BEN NEFISSA, S., 2011, « Mobilisations et révolutions dans les pays de la Méditerranée arabe à l'heure de « l'hybridation » du politique : Égypte, Liban, Maroc, Tunisie », *Revue Tiers Monde*, hs(5), 5-24.
- BENNANI-CHRAÏBI, M. & FILLIEULE, O., 2012, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires : Retour sur les révoltes arabes » *Revue française de science politique*, vol. 62(5), 767-796.
- BERTHO, A., 2009, *Le temps des émeutes*, Bayard, Paris
- BULLE, S., 2013, « L'État nous quitte » : Question sociale, question urbaine et culturelle en Israël. *Mouvements*, 74(2), 42-51.
- CAMAU, M., 2006, « L'exception autoritaire et l'improbable point d'Archimède de la politique dans le monde arabe » in Picard E. (dir.), *La politique dans le monde arabe*, 2006, Paris, Armand Colin, pp. 29-54.
- COMAROFF, J. L., COMAROFF, J., (eds.), 1999, *Civil society and the political imagination in Africa: critical perspectives*. Chicago, University of Chicago Press.
- COMBES, H., GARIBAY, D., GOIRAND, C., 2016, *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala, coll. « Questions transnationales ».

- DAKHLI, L., 2009, « Arabisme, nationalisme arabe et identifications transnationales arabes au 20e siècle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 103(3), 12-25.
- DEBOULET, A. & FLORIN, B., 2014, « Mobilisations pré-révolutionnaires : quand les habitants des quartiers populaires du Caire (se) manifestent », *Égypte/Monde arabe*, 11(1), 39-65.
- DEBOULET, A., BOURDEAU, V., COTTIN-MARX, S., FLORY, J., BONNET, V., 2013, *La ville brûle-t-elle ? Pour une réappropriation citoyenne de nos villes*. Mouvements : des idées et des luttes, 2 (74), la Découverte
- DELLA PORTA, D, TARROW, S., (eds.), 2005, *Transnational protest and global activism*, Lanham, Rowman & Littlefield.
- DESHAYES, D., 2019, *Lutter en ville au Soudan. Ethnographie politique de deux mouvements de contestation : Girifna et Sudan Change Now*, Thèse de doctorat d'anthropologie, Paris 8.
- EL CHAZLI, Y., 2020, *Devenir révolutionnaire à Alexandrie*, Dalloz-Nouvelle Bibliothèque des Thèses
- FERGUSON, J., 1990, *The Anti-Politics Machine: Development, Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*, Cambridge, Cambridge University Press.
- FILLIEULE, O., et al., 2004, « L'altermondialisation en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Evian », *Politix*, 68 (4), 13-48.
- GONZALEZ-QUIJANO, Y., 2014, « Les identités collectives arabes au temps d'Internet et des réseaux sociaux », *Revue internationale et stratégique*, 93(1), 91-99.
- GROSJEAN, O., 2017, *La Révolution kurde : Le PKK et la fabrique d'une utopie*. Paris, La Découverte.
- GUILHOT, N., 2005, *The Democracy Makers: Human Rights and the Politics of Global Order*, New York: Columbia University Press.
- HERRERA, L., 2012, "Youth and Citizenship in the Digital Age: A View from Egypt", *Harvard Educational Review*, Vol. 82, No. 3, pp. 333-352.
- HIRSCHMAN, A. O., 1970, *Exit, voice, and loyalty: Responses to decline in firms, organizations, and states* (Vol. 25). Harvard university press.
- HOURS, B., SELIM, M., 2010, *Anthropologie politique de la globalisation*, L'Harmattan, Paris, 284
- KECK, M., SIKKINK, K., 1998, *Activists beyond borders*, Ithaca, Cornell University Press.
- NEZ, H., 2019, « Les occupations de places, de Tahrir à République », *Participations*, 25(3), 195-208.
- POIRIER, M., 2020, « Les charmes du cheikh. Construire et défendre sa notabilité au Yémen (2009-2019) », *Critique internationale*, 87(2), 175-198.
- POMMEROLLE, M-E., 2010, « The Extraversion of Protest: Conditions, History and Use of the 'International' in Africa », *Review of African Political Economy*, n° 37, pp. 263-279.
- PORTES, A., 1999, « La globalisation par le bas, l'émergence des communautés transnationales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°129, 15-25.
- SASSEN, S., 2009, *La globalisation. Une sociologie*, Paris, Gallimard, 2009.
- SOMMIER, I., 2008, « Les processus de diffusion des révoltes juvéniles de 1968 », *Histoire@Politique*, 6(3), 7-7.
- TARRIUS, A., 2002, *La mondialisation par le bas : Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland, Voix et Regards.
- THIVET, D., 2015, « Une appropriation oblique de l'advocacy. La défense et la promotion des "droits paysans" auprès des Nations Unies par *La Via Campesina* », *Critique Internationale*, 67, p. 67-81
- WAISANEN, D., 2013, « (Trans)national Advocacy in the Ousting of Milošević: The Otpor Movement's Glocal Recursions », *Communication Studies* Vol. 64, No. 2, pp. 158-177.